PARLEMENT

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité *Travail* Progrès

Loi n° 18-2014 du 13 juin 2014

autorisant la ratification de l'accord de financement entre la République du Congo et l'association internationale de développement pour le financement complémentaire pour le projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales

L'ASSEMBLEE NATIONALE ET LE SENAT ONT DELIBERE ET ADOPTE ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier : Est autorisée la ratification de l'accord de financement entre la République du Congo et l'association internationale de développement pour le financement complémentaire pour le projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales, dont le texte est annexé à la présente loi.

Article 2 : La présente loi sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat./-

Fait à Brazzaville le, 13 juin 2014

Denis SASSOU-N'GUESSO.-

Par le Président de la République,

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration,

Gilbert ONDONGO.-

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Rigobert MABOUNDOU.-

Projet confidentiel négocié

NE PAS DIFFUSER
Département juridique
PROJET CONFIDENTIEL
19 Février 2014

Projet négocié
CRÉDIT NUMÉRO 5362-CG

Accord de Financement

(Financement complémentaire pour le Projet de Développement Agricole et de Réhabilitation des Pistes Rurales)

entre

LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

et

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

En date du 19 Février, 2014

conception et mise en place d'un système pilote d'information sur le marché ; et iii) formation et acquisition des intrants et matériels nécessaires pour les activités agropastorales et piscicoles.

b) Fourniture de services de conseils techniques aux, et formations des, associations de producteurs et organisations communautaires dans le but de: i) renforcer les capacités de gestion technique et commerciale de leurs membres ; ii) mettre en place des mécanismes conçus pour faciliter l'accès aux micro-crédits par leurs membres; et iii) accroître la productivité et d'améliorer la capacité de leurs membres à générer plus de revenus.

c) Mise en place d'un mécanisme de micro-finance pour fournir des Subventions à coûts partagés au titre de Micro-Projets aux Associations de Producteurs pour appuyer des activités visant à : i) produire, traiter et entreposer des produits agropastoraux et piscicoles ; et ii) adopter et utiliser des techniques améliorées de production de chaîne de valeur.

d) Développement et intensification de la production horticole, avicole et piscicole dans les environs de Brazzaville et de Pointe Noire et réhabilitation des centres de production et de reproduction des poissons, tout ceci à travers, entre autres, de la: i) fourniture de biens et de services de conseils techniques aux Associations de Producteurs ; ii) installation de pépinières et de parcelles de démonstration pour diffuser les nouvelles techniques de production.

4. Coordination et gestion du Projet

Renforcement des capacités institutionnelles et techniques de l'UEP en vue de l'exécution et de la supervision du Projet, et notamment de la passation des marchés et gestion financière, du suivi et évaluation et de l'établissement de rapports tout ceci à travers la fourniture de services de conseils techniques, la Formation, les Charges d'Exploitation et l'acquisition de fournitures à cette fin.

décaissement ; C) l'administration institutionnelle, la coordination et l'exécution des activités courantes du Projet ; D) les modalités de suivi et d'évaluation, de présentation de rapports, d'information, de formation et de communication relatives aux activités du Projet ; E) un manuel administratif, comptable et financier ; F) les Procédures des Subventions à coûts partagés au titre des Micro-Projets ; et G) toutes autres modalités et procédures techniques et organisationnelles pouvant être nécessaires au Projet ;

b) Le Bénéficiaire offre à l'Association des possibilités raisonnables d'échange de vues sur ledit Manuel d'Exécution du Projet, et adopte par la suite ledit Manuel d'Exécution du Projet, tel qu'il a été approuvé par l'Association (le « Manuel d'Exécution du Projet »).

c) Le Bénéficiaire veille à ce que le Projet soit exécuté conformément au Manuel d'Exécution du Projet, étant toutefois entendu qu'en cas de divergence entre les dispositions du Manuel d'Exécution du Projet et les dispositions du présent Accord, les dispositions du présent Accord prévalent. À moins que l'Association n'en convienne autrement, le Bénéficiaire ne modifie ni n'abroge aucune disposition du Manuel d'Exécution du Projet ni n'y fait dérogation.

2. Plans de Travail et Budgets Annuels

a) Le Bénéficiaire prépare et communique à l'Association au plus tard le 31 décembre de chaque Exercice, pendant toute la durée de l'exécution du Projet, un plan de travail et un budget pour toutes les activités qu'il est proposé d'inclure dans le Projet pour l'Exercice suivant, ainsi que le plan de financement proposé pour les dépenses requises au titre de ces activités, indiquant les montants proposés et les sources de financement correspondantes.

b) Chacun desdits plans de travail et budgets proposés précise toutes les activités de Formation qui peuvent être requises dans le cadre du Projet, y compris : i) le type de Formation ; ii) les raisons d'être de la Formation ; iii) le personnel devant bénéficier d'une Formation ; iv) l'institution ou les individus assurant la Formation ; v) le lieu et la durée de la Formation ; et vii) le coût de la Formation.

c) Le Bénéficiaire donne à l'Association des possibilités raisonnables de procéder à des échanges de vues sur chacun desdits plans de travail et budgets proposés, puis adopte lesdits plans et budgets et veille à ce que le Projet soit exécuté avec la diligence voulue durant ledit Exercice, conformément au plan de travail et budget tels qu'ils auront été approuvés par l'Association (le « Plan de travail et Budget »).

d) Le Bénéficiaire ne prend ni ne permet que soit prise aucune mesure qui aurait pour effet de modifier le Plan de Travail et Budget Annuels, sans l'accord préalable écrit de l'Association.

que les services de consultants et les contrats de services devant être financés sur les fonds de la Subvention à coûts partagés conformément aux dispositions du présent Accord ; D) qu'elle maintienne des politiques et procédures qui lui permettent de suivre et d'évaluer, conformément à des indicateurs jugés acceptables par l'Association, l'avancement du Micro-Projet et la réalisation de ses objectifs ; E) 1) qu'il maintienne un système de gestion financière et qu'il prépare des états financiers conformément à des normes comptables acceptables par l'Association et systématiquement appliquées, qui permettent de rendre compte des opérations, des ressources et des dépenses relatives au Micro-Projet ; et 2) à la demande de l'Association ou du Bénéficiaire, qu'elle laisse vérifier lesdits états financiers par des auditeurs indépendants jugés acceptables par l'Association, conformément à des normes d'audit acceptables par l'Association et systématiquement appliquées, et qu'elle communique les états financiers ainsi vérifiés au Bénéficiaire et à l'Association dans les meilleurs délais ; F) qu'elle permette au Bénéficiaire et à l'Association d'inspecter le Micro-Projet, ses opérations ainsi que toutes écritures et tous documents pertinents ; et G) qu'elle prépare et fournisse au Bénéficiaire et à l'Association tous renseignements que le Bénéficiaire ou l'Association peuvent raisonnablement demander sur ce qui précède.

3. Le Bénéficiaire exerce les droits que lui confère chaque Accord de Subvention à coûts partagés au titre d'un Micro-Projet de manière à protéger les intérêts du Bénéficiaire et de l'Association et à atteindre les objectifs du Financement. À moins que l'Association n'en convienne autrement, le Bénéficiaire ne modifie ni n'abroge aucune des dispositions de la Convention de Financement à coûts partagés au titre d'un Micro-Projet, n'y fait aucune dérogation ou n'aliène les droits et obligations y afférents.

E. Mesures de Sauvegarde

1. Le Bénéficiaire veille à ce que le Projet soit exécuté conformément aux Cadres et aux Instruments de Sauvegarde. À cette fin, le Bénéficiaire veille à ce que les mesures ci-après soient prises d'une manière jugée acceptable par l'Association :

a) si une activité quelconque du Projet, en vertu du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (« CGES ») : i) exige la réalisation d'une Évaluation de l'Impact Environnemental et Social (« EIES »), le Bénéficiaire veille à ce que l'EIES pour ladite activité soit : A) effectuée conformément aux prescriptions du CGES et soit communiquée à l'Association pour examen et approbation ; et B) diffusée de la manière

soient utilisés pour régler des Dépenses Éligibles (« Compte des Fonds de Contrepartie ») ;

2. Sans préjudice des dispositions de la Section 4.03 des Conditions Générales, le Bénéficiaire dépose dans le Compte des Fonds de Contrepartie, les montants en Francs CFA au plus tard aux dates indiquées pour chaque montant.

Montant (en Francs CFA)	Date limite à laquelle le montant doit être déposé dans le Compte des Fonds de Contrepartie du Projet
2 000 000 000	Entrée en vigueur
2 000 000 000	30 Avril 2015

3. Le Bénéficiaire veille à ce que tous les montants déposés dans le Compte des Fonds de Contrepartie du Projet servent exclusivement à régler des Dépenses Éligibles.

Section II. Suivi et Évaluation du Projet, et Préparation de Rapports

A. Rapports du Projet

Le Bénéficiaire suit et évalue l'état d'avancement du Projet et prépare des Rapports de Projet conformément aux dispositions de la Section 4.08 des Conditions Générales et sur la base des indicateurs jugés acceptables par l'Association. Chaque Rapport de Projet couvre la période d'un trimestre calendaire et est communiqué à l'Association au plus tard un mois après la fin de la période couverte par ledit rapport.

Catégorie	Montant du Financement Alloué (exprimé en DTS)	% de Dépenses Financé (Taxes comprises)
1) Fournitures, services de consultants, services autres que les services de consultants, Formation et Charges d'Exploitation au titre de la Composante 1 du Projet	200 000	33%
2) Fournitures, travaux et services autres que des services de consultants au titre de la Composante 2 du Projet	650 000	19%
3) Subventions à coûts partagés au titre de la Composante 3c) du Projet	500 000	50%
4) Fournitures, travaux, services de consultants, services autres que les services de consultants, Formation et Charges d'Exploitation au titre des Composantes 3 (a), (b) et (d) du Projet	350 000	50%
MONTANT TOTAL	1 700 000	

B. Conditions de Décaissement ; Période de Décaissement

1. Nonobstant les dispositions de la Partie A de la présente Section, aucune somme ne peut être retirée pour régler des dépenses effectuées avant la date du présent Accord.

2. La Date de Clôture est le 31 octobre 2015.

2. **Services de Consultants.** Tous les services de consultants nécessaires au Projet et devant être financés au moyen du Crédit sont passés conformément aux dispositions énoncées ou visées aux Sections I et IV des Directives pour l'Emploi des Consultants, ainsi qu'aux dispositions de la présente Section.

3. **Définitions.** Les termes en majuscule utilisés ci-après dans la présente Section pour décrire des procédures particulières de passation ou d'évaluation de marchés ou contrats particuliers par l'Association, se rapportent aux procédures correspondantes décrites dans les Directives pour la Passation des Marchés ou dans les Directives pour l'Emploi de Consultants, selon le cas.

B. Procédures Particulières de Passation des Marchés de Fournitures, de Travaux et de Services Autres que des Services de Consultants

1. **Appel d'Offres International.** À moins qu'il n'en soit disposé autrement au paragraphe 2 ci-après, les marchés de fournitures et de travaux et les services autres que les services de consultants sont attribués par voie d'Appel d'Offres International.

2. **Autres Procédures de Passation des Marchés de Fournitures, de Travaux et de Services Autres que des Services de Consultants.** Le tableau ci-après précise les procédures de passation de marchés, autres que l'Appel d'Offres International, qui peuvent être employées pour les fournitures, les travaux et les services autres que des services de consultants. Le Plan de Passation des Marchés de Services spécifie les circonstances dans lesquelles lesdites procédures peuvent être employées:

Procédure de Passation de marchés
a) Appel d'Offre International restraint
b) Appel d'Offres National
c) Consultation de Fournisseurs;
d) Entente Directe.
e) Régie
f) Participation Communautaire

C. Procédures Particulières de Passation des Contrats de Services de Consultants

1. **Sélection Fondée sur la Qualité Technique et sur le Coût.** À moins qu'il n'en soit disposé autrement au paragraphe 2 ci-après, les contrats de services de consultants sont attribués conformément aux dispositions applicables à la Sélection de Consultants Fondée sur la Qualité Technique et sur le Coût.

CREDIT NUMBER 5362-CG

Financing Agreement

(Additional Financing For Agricultural Development and Rural Roads Rehabilitation Project)

between

REPUBLIC OF CONGO

and

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

Dated Feb 19, 2014

38. L'expression « Instrument de Sauvegarde » désigne une EIES, un PGES, un PAR, un PPA, ou un PLA établi pour une activité du Projet ; et l'expression « Instruments de Sauvegarde » désigne, collectivement, au moins deux de ces instruments.

39. L'expression « Comité de Pilotage » désigne le comité du Bénéficiaire visé à la Section I.A.2 de l'Annexe 2 au présent Accord, qui est présidé par le MAE et dont les membres se composent de représentants du secteur privé, d'organisations bénéficiaires, de certains ministères, d'institutions publiques et de la society civile.

Section II. Modifications apportées aux Conditions Générales

Les modifications apportées aux Conditions Générales sont les suivantes :

1. La Section 3.02 est modifiée et doit se lire comme suit

« Section 3.02. *Commission de Service et Paiement d'Intérêts*

a) *Commission de Service.* Le Bénéficiaire verse à l'Association une commission de service sur le Montant Non Décaissé du Financement au taux spécifié dans l'Accord de Financement. La Commission de Service court à partir des dates respectives auxquelles les montants du Crédit sont retirés et est payable semestriellement à terme échu, à chaque Date de Paiement. Les Commissions de Service sont calculées sur la base d'une année de 360 jours divisée en 12 mois de 30 jours.

b) *Paiement d'Intérêts.* Le Bénéficiaire verse à l'Association des intérêts sur le Montant Non Décaissé du Financement au taux spécifié dans l'Accord de Financement. Les intérêts courent à partir des dates respectives auxquelles les montants du Crédit sont retirés et sont payables semestriellement à terme échu, à chaque Date de Paiement. Les intérêts sont calculés sur la base d'une année de 360 jours divisée en 12 mois de 30 jours. »

2. Le paragraphe 28 de l'Annexe (« Paiement au titre du Financement ») est modifié par l'insertion de l'expression « Paiement d'Intérêts » entre les expressions « Commission de Service » et « Commission d'Engagement ».

3. L'Annexe est modifiée par l'insertion d'un nouveau paragraphe 32 définissant l'expression « Paiement d'Intérêts », rédigé comme indiqué ci-dessous, et les paragraphes suivants sont renumérotés en conséquence :

« 32. L'expression "Paiement d'Intérêts" désigne le paiement d'intérêts spécifié dans l'Accord de Financement aux fins de la Section 3.02(b). »

20. L'expression "Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture" et le sigle "MPA" désignent le ministère du Bénéficiaire chargé de la pêche et de l'aquaculture et toute entité qui pourrait lui succéder.

21. Le terme "Micro-Projet" désigne une activité de développement particulière du Projet devant être réalisée dans le cadre de la Composante 3(c) du Projet par un Destinataire au moyen des fonds du Financement, et le terme "Micro-Projets" désigne, collectivement, au moins deux Micro-Projets.

22. L'expression "Subvention à coûts partagés au titre d'un Micro-Projet" désigne une subvention accordée ou qu'il est proposé d'accorder à un Destinataire dans le cadre de la Composante 3 (c) du Projet.

23. L'expression " Convention de Financement à coûts partagés au titre d'un Micro-Projet" désigne chaque accord devant être conclu entre le Bénéficiaire et un Destinataire pour le financement d'un Micro-Projet dans le cadre de la Composante 3 (c) du Projet.

24. L'expression "Charges d'Exploitation" désigne les charges d'exploitation supplémentaires encourues dans le cadre du Projet au titre des activités de coordination, d'exécution et de suivi du Projet menées par les organismes d'exécution du Bénéficiaire, y compris les dépenses au titre des fournitures de bureau, les coûts d'exploitation et d'entretien des véhicules, les frais des services de réseau, les frais de communication, les indemnités journalières et les allocations de déplacement, mais à l'exclusion des salaires des agents de la fonction publique du Bénéficiaire.

25. L'expression "Accord de Financement Initial" désigne l'accord de financement au titre du Projet de Développement Agricole et de Réhabilitation des Pistes Rurales » entre le Bénéficiaire et l'Association, daté du 6 septembre 2007, tel que modifié à ce jour (Don n°H302-COB).

26. L'expression « Projet Initial » désigne le Projet décrit dans l'Accord de Financement Initial.

27. L'expression « Directives pour la Passation des Marchés » désigne les « Directives : Passation des Marchés de Fournitures, de Travaux et de Services Autres que des Services de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA », daté de janvier 2011.

28. L'expression « Plan de Passation des Marchés et Contrats » désigne le plan de passation des marchés et contrats établi par le Bénéficiaire pour le Projet, en date du 17 décembre 2013, et visé au paragraphe 1.18 des Directives pour la Passation des Marchés et au paragraphe 1.25 des Directives pour l'Emploi de Consultants,

APPENDICE

Section I. Définitions.

1. L'expression « Plan de Travail et Budget Annuels » désigne le plan de travail et le budget annuels préparés chaque année par le Bénéficiaire conformément aux dispositions de la Section I.B.2 de l'Annexe 2 au présent Accord

2. Le sigle « AGRI-CONGO » désigne l'Institut d'appui au développement du Bénéficiaire, constitué et opérant en vertu de l'accord Agrisud-International en date du 20 juin 1996.

3. L'expression « Directives pour la Lutte contre la Corruption » désigne les « Directives pour la Prévention et la Lutte contre la Fraude et la Corruption dans le cadre des Projets financés par des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA », en date du 15 octobre 2006 et révisées en janvier 2011.

4. Le terme « Destinataire » désigne une Association de Producteurs ou toute autre entité éligible à recevoir une Subvention à coûts partagés , conformément aux critères énoncés dans le Manuel d'Exécution du Projet.

5. Le terme « Catégorie » désigne une catégorie figurant dans le tableau de la Section IV de l'Annexe 2 au présent Accord.

6. Le sigle « CDTA désigne le Centre de Démonstration des Techniques Agricoles du Bénéficiaire constitué et opérant en vertu de l'arrêté ministériel n° 9103/MAE-CAB.

7. L'expression "Franc CFA" désigne le franc de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale dont les membres ont tous pour banque centrale la Banque des États de l'Afrique Centrale.

8. Le sigle "CNSA" désigne le Centre National des Semences Améliorées du Bénéficiaire constitué et opérant en vertu du décret présidentiel n°83/11 en date du 11 janvier 1983.

9. L'expression "Directives pour l'Emploi de Consultants" désigne les "Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA", datées de janvier 2011.

10. Le sigle "CRAL" désigne le Centre de Recherches Agricoles de Loudima du Bénéficiaire constitué et opérant en vertu de l'Acte n°13/86 en date du 19 mars 1986, de la législation du Bénéficiaire.

II. Withdrawal of Financing Proceeds

(i) Authorized Signatures (subsection 3.1). A letter in the Form attached (Attachment 2) should be furnished to the Association at the address indicated below providing the name(s) and specimen signature(s) of the official(s) authorized to sign Applications:

Banque mondiale
Boulevard Denis Sassou Nguesso
2ème étage, Immeuble BDEAC
BP.:14536
Brazzaville, Congo
Attention: Eustache Ouayoro, Country Director

(ii) Applications (subsections 3.2 - 3.3). Please provide completed and signed: (a) applications for withdrawal, together with supporting documents; and (b) applications for special commitments, together with a copy of the commercial bank letter of credit, to the address indicated below:

The World Bank
Loan Department
13th Floor
Delta Center
Menengai Road
Upper Hill
P.O. Box 30557-00100
Nairobi Kenya
Tel +254 20 2936 000

(iii) Electronic Delivery (subsection 3.4) The Association may permit the Recipient to electronically deliver to the Association Applications (with supporting documents) through the Association's Client Connection, web-based portal. The option to deliver Applications to the Association by electronic means may be effected if: (a) the Recipient has designated in writing, pursuant to the terms of subparagraph (i) of this Section, its officials who are authorized to sign and deliver Applications and to receive secure identification credentials ("SIDC") from the Association for the purpose of delivering such Applications by electronic means; and (b) all such officials designated by the Recipient have registered as users of Client Connection. If the Association agrees, the Association will provide the Recipient with Tokens for the designated officials. Following which, the designated officials may deliver Applications electronically by completing Form 2380, which is accessible through Client Connection (https://clientconnection.worldbank.org). The Recipient may continue to exercise the option of preparing and delivering Applications in paper form. The Association reserves the right and may, in its sole discretion, temporarily or permanently disallow the electronic delivery of Applications by the Recipient.

(iv) Terms and Conditions of Use of SIDC to Process Applications. By designating officials to use SIDC and by choosing to deliver the Applications electronically, the Recipient confirms through the authorized signatory letter its agreement to: (a) abide by the *Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials in connection with Use of Electronic Means to Process Applications and Supporting Documentation* ("Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials") provided in Attachment 3; and (b) to cause such official to abide by those terms and conditions.

(v) Minimum Value of Applications (subsection 3.5). The Minimum Value of Applications is US$150,000 equivalent.

(vi) Advances (sections 5 and 6)

- *Type of Designated Account (subsection 5.3).*Separate
- *Currency of Designated Accounts (subsection 5.4).* FCFA
- *Financial Institution at which the Designated Accounts Will Be Opened (subsection 5.5).* Credit du Congo
- *Ceiling (subsection 6.1):* FCFA 150,000,000.

III. Reporting on Use of Financing Proceeds

(i) Supporting Documentation (section 4). Supporting documentation should be provided with each application for withdrawal as set out below:

- *For requests for Reimbursement and expenditures paid from the Designated Account:*
  - Statement of Expenditure in the form attached (Attachment 4);
  - Records evidencing eligible expenditures (e.g., copies of receipts, supplier invoices) for payments for works against contracts valued at $200,000 or more; goods against contracts valued at $100,000 or more; consulting firms against contracts valued at $100,000 or more and individual consultants against contracts valued at $50,000 or more; and
  - List of payments against contracts that are subject to the Association's prior review, in the form attached (Attachment 5).

- *For requests for Direct Payment:*
  - Records evidencing eligible expenditures, e.g., copies of receipts, supplier invoices and documentary evidence of delivery and the Recipient's acceptance of contracted goods or services.

- *For requests for Special commitments:*
  - Letter of credit; and
  - Copy of the contract.

(ii) Frequency of Reporting Eligible Expenditures Paid from the Designated Account (subsection 6.3): Monthly.

(iii) Other Supporting Documentation Instructions:

Copies of the bank statements of all Designated Accounts and a reconciliation statement in the form attached (Attachment 6) for all Designated Accounts should be submitted with each Application for withdrawal for replenishment of the Designated Accounts.

All other supporting documentation for SOEs should be retained by the project management or Recipient and must be made available for review by periodic Association missions and internal and external auditors.

IV. Other Disbursement Instructions

The Program will be financed in an amount of $10.5 million equivalent, $2.5 million equivalent of which will be financed by IDA and $8 million equivalent by the Recipient. The Recipient will disburse its counterpart financing in two tranches to the Project Account in accordance with the schedule specified in Section I (F.2) of Schedule 2 of the Financing Agreement while IDA will advance funds to the Designated Account.

2. We represent that no defaults exist in respect of any external debt (as defined in the DRSM). It is our understanding that, in making the Financing, the Association may rely on the representations set forth or referred to in this letter.

3. Please confirm your agreement to the foregoing by having a duly authorized representative of the Association sign in the space provided below.

Very truly yours,

REPUBLIC OF CONGO

By: Gilbert Ondongo
Authorized Representative

AGREED:

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

By: Eustache Ouayoro
Authorized Representative

Attachment 2

[Letterhead]
Ministry of Finance
[Street address]
[City] [Country]

[DATE]

The World Bank
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
United States of America

Attention: [Country Director]

Dear [Country Director]:

Re: Republic of Congo - Agricultural Development and Rural Roads Rehabilitation Project
Additional Financing
IDA Financing 5362-CG
Additional Instructions: Disbursements

I refer to the Financing Agreement between the International Development Association ("the Association") and the Republic of Congo ("the Recipient") for the above-referenced project, dated [redacted] ("Financing Agreement").

For the purposes of Section 2.03 of the General Conditions as defined in the Agreement, any [1][one] of the persons whose authenticated specimen signatures appear below is authorized on behalf of the Recipient to sign applications for withdrawal [and applications for a special commitment] under this Financing.

For the purpose of delivering Applications to the Association, [2][each] of the persons whose authenticated specimen signatures appears below is authorized on behalf of the Recipient, acting [3][individually] [4][jointly], to deliver Applications, and evidence in support thereof on the terms and conditions specified by the Association.

---

[1] Instruction to the Recipient: Stipulate if more than one person needs to sign Applications, and how many or which positions, and if any thresholds apply. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.*

[2] Instruction to the Recipient: Stipulate if more than one person needs to *jointly* sign Applications, if so, please indicate the actual number. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.*

[3] Instruction to the Recipient: Use this bracket if any one of the authorized persons may sign; if this is not applicable, please delete. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.*

Attachment 3

Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials in connection with Use of Electronic Means to Process Applications and Supporting Documentation

March 1, 2013

The World Bank (Bank)[7] will provide secure identification credentials (SIDC) to permit the Borrower[8] to deliver applications for withdrawal and applications for special commitments under the Agreement(s) and supporting documentation (such applications and supporting documentation together referred to in these Terms and Conditions of Use as Applications) to the Bank electronically, on the terms and conditions of use specified herein.

SIDC can be either: (a) hardware-based (Physical Token), or (b) software-based (Soft Token). The Bank reserves the right to determine which type of SIDC is most appropriate.

A. Identification of Users

1. The Borrower will be required to identify in a completed Authorized Signatory Letter (ASL) duly delivered to and received by the Bank each person who will be authorized to deliver Applications. The Bank will provide SIDC to each person identified in the ASL (Signatory), as provided below. The Borrower shall also immediately notify the Bank if a Signatory is no longer authorized by the Borrower to act as a Signatory.

2. Each Signatory must register as a user on the Bank's Client Connection (CC) website (https://clientconnection.worldbank.org) prior to receipt of his/her SIDC. Registration on CC will require that the Signatory establish a CC password (CC Password). The Signatory shall not reveal his/her CC Password to anyone or store or record the CC Password in written or other form. Upon registration as a CC user, the Signatory will be assigned a unique identifying account name.

B. Initialization of SIDC

1. Prior to initialization of SIDC by a Signatory, the Signatory will acknowledge having read, understood and agreed to be bound by these Terms and Conditions of Use.

2. Where a Physical Token is to be used, promptly upon receipt of the Physical Token, the Signatory will access CC using his/her account name and CC Password and register his/her Physical Token and set a personal identification number (PIN) to be used in connection with the use of his/her Physical Token, after which the Physical Token will be initialized for use by the Signatory exclusively for purposes of delivering Applications. Where a Soft Token is

[7] "Bank" includes IBRD and IDA.
[8] "Borrower" includes the borrower of an IBRD loan, IDA credit, or Project Preparation Facility advance and the recipient of a grant.

5.2. The Bank reserves the right, in its sole discretion, to temporarily or permanently disable a SIDC, de-activate a SIDC User's Account or both.

6. ***Care of Physical Tokens***

6.1. Physical Tokens will remain the property of the Bank.

6.2. The Bank will physically deliver a Physical Token to each Signatory designated to receive one in a manner to be determined by and satisfactory to the Bank.

6.3. Physical Tokens contain delicate and sophisticated instrumentation and therefore should be handled with due care, and should not be immersed in liquids, exposed to extreme temperatures, crushed or bent. Also, Physical Tokens should be kept more than five (5) cm from devices that generate electromagnetic radiation (EMR), such as mobile phones, phone-enabled PDAs, smart phones and other similar devices. Physical Tokens should be carried and stored separate from any EMR device. At close range (less than 5 cm), these devices can output high levels of EMR that can interfere with the proper operation of electronic equipment, including the Physical Token.

6.4. Without derogating from these Terms and Conditions of Use, other technical instructions on the proper use and care of Physical Tokens are available at http://www.rsa.com.

7. ***Replacement***

7.1. Lost, damaged, compromised (in terms of 4.5, above) or destroyed Physical Tokens will be replaced at the expense of the Borrower.

7.2. The Bank reserves the right, in its sole discretion, not to replace any Physical Token in the case of misuse, or not to reactivate a SIDC User's Account.

Attachment 5

Payments Made during Reporting Period
Against Contracts Subject to the Bank's Prior Review

Contract Number	Supplier	Contract Date	Contract Amount	Date of WB's No-Objection to Contract	Amount Paid to Supplier during Period	WB's Share of Amt Paid to Supplier during Period

ARTICLE III — PROJECT

3.01. The Recipient declares its commitment to the objective of the Project. To this end, the Recipient shall carry out the Project through the Ministry of Agriculture and Livestock in accordance with the provisions of Article IV of the General Conditions.

3.02. Without limitation upon the provisions of Section 3.01 of this Agreement, and except as the Recipient and the Association shall otherwise agree, the Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of Schedule 2 to this Agreement.

ARTICLE IV — EFFECTIVENESS; TERMINATION

4.01. The Additional Conditions of Effectiveness consist of the following:

(a) the Recipient has deposited 2,000,000,000 CFA Francs into the Project Counterpart Funds Account, in accordance with the provisions of Section I.F of Schedule 2 to this Agreement; and

(b) the Recipient has updated the Project Implementation Manual, in accordance with the provisions of Section I.B of Schedule 2 to this Agreement.

4.02. The Effectiveness Deadline is the date ninety (90) days after the date of this Agreement.

4.03. For purposes of Section 8.05 (b) of the General Conditions, the date on which the obligations of the Recipient under this Agreement (other than those providing for payment obligations) shall terminate is twenty (20) years after the date of this Agreement.

ARTICLE V — REPRESENTATIVE; ADDRESSES

5.01. The Recipient's Representative is its minister responsible for finance.

5.02. The Recipient's Address is:

Ministry of Economy, Finance, Planning, Public Portfolio and Integration
B.P. 2028
Brazzaville
Republic of Congo

Facsimile:

(242) 2281.43.69

(b) Provision of technical advisory services and training to producers' associations and community-based organizations aimed at: (i) strengthening technical and business management capacity for their members; (ii) establishing mechanisms designed to facilitate access to micro-credit for their members; and (iii) increasing productivity and enhancing their members' capacity to generate greater income.

(c) Establishment of a micro-finance mechanism to provide Micro-project Matching Grants to Producer Associations to support activities aimed at: (i) producing, processing and warehousing agro-pastoral and fishery products; and (ii) adoption and utilization of advanced value chain production technologies.

(d) Development and intensification of horticulture and poultry production in the vicinity of Brazzaville and Pointe Noire and the rehabilitation of centers of production and multiplication of fish breeding, all through, *inter alia*: (i) the provision of goods and technical advisory services to Producer Associations; and (ii) the establishment of nurseries and demonstration plots showcasing new production technologies.

4. Project Coordination and Management

Strengthening the institutional and technical capacity of the PIU for Project implementation and oversight, including, procurement and financial management, monitoring and evaluation and reporting, all through the provision of technical advisory services, Training, Operating Costs and acquisition of goods for the purpose.

AGREED at Feb 19, 2014, as of the day and year first above written.

REPUBLIC OF CONGO

By _____

Authorized Representative

Name: Gilbert Ondongo

Title: Ministre d'état, Ministre des Finan

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

By _____

Authorized Representative

Name: Eustache Ouayoro

Title: Directeur des Opérations

and day-to-day execution of Project activities; (iv) monitoring and evaluation, reporting, information, training and communication arrangements of Project activities; (v) an administrative, accounting, and financial manual; (vi) Micro-project Matching Grants procedures; and (vii) such other technical and organizational arrangements and procedures as shall be required for the Project;

(b) The Recipient shall afford the Association a reasonable opportunity to exchange views with the Recipient on said Project implementation manual, and thereafter, shall adopt such Project implementation manual, as shall have been approved by the Association ("Project Implementation Manual"); and

(c) The Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the Project Implementation Manual; provided, however, that in case of any conflict between the provisions of the Project Implementation Manual and the provisions of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail. Except as the Association shall otherwise agree, the Recipient shall not amend, abrogate or waive any provision of the Project Implementation Manual.

2. Annual Work Plan and Budget

(a) The Recipient shall prepare and furnish to the Association not later than December 31 of each Fiscal Year during the implementation of the Project, a work plan and budget containing all activities proposed to be included in the Project during the following Fiscal Year and a proposed financing plan for expenditures required for such activities, setting forth the proposed amounts and sources of financing.

(b) Each such proposed work plan and budget shall specify any Training activities that may be required under the Project, including: (i) the type of Training; (ii) the purpose of the Training; (iii) the personnel to be trained; (iv) the institution or individual who will conduct the Training; (v) the location and duration of the Training; and (vi) the cost of the Training.

(c) The Recipient shall afford the Association a reasonable opportunity to exchange views with the Recipient on each such proposed work plan and budget and shall thereafter adopt and ensure that the Project is implemented with due diligence during said following Fiscal Year in accordance with such work plan and budget as shall have been approved by the Association ("Annual Work Plan and Budget").

(d) The Recipient shall not make or allow to be made any change to the approved Annual Work Plan and Budget without the Association's prior approval in writing.

accordance with indicators acceptable to the Association, the progress of the Micro-Project and the achievement of its objectives; (E) (1) maintain a financial management system and prepare financial statements in accordance with consistently applied accounting standards acceptable to the Association, both in a manner adequate to reflect the operations, resources and expenditures related to the Micro-Project; and (2) at the Association's or the Recipient's request, have such financial statements audited by independent auditors acceptable to the Association, in accordance with consistently applied auditing standards acceptable to the Association, and promptly furnish the statements as so audited to the Recipient and the Association; (F) enable the Recipient and the Association to inspect the Micro-Project, its operation and any relevant records and documents; and (G) prepare and furnish to the Recipient and the Association all such information as the Recipient or the Association shall reasonably request relating to the foregoing.

3. The Recipient shall exercise its rights under each Micro-project Matching Grant Agreement in such manner as to protect the interests of the Recipient and the Association and to accomplish the purposes of the Financing. Except as the Association shall otherwise agree, the Recipient shall not assign, amend, abrogate or waive any Micro-project Matching Grant Agreement or any of its provisions.

E. Safeguards

1. The Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the Safeguard Frameworks and Safeguard Instruments. To this end, the Recipient shall ensure that the following actions are taken in a manner acceptable to the Association:

(a) if any Project activity would, pursuant to the Environmental and Social Management Framework ("ESMF"): (i) require the carrying out of an Environmental and Social Impact Assessment ("ESIA"), the Recipient shall ensure that an ESIA for such activity is: (A) carried out, in accordance with the requirements of the ESMF and furnished to the Association for review and approval; and (B) disclosed as required by the ESMF and approved by the Association; and (ii) require the preparation of an Environmental and Social Management Plan ("ESMP"), such ESMP is prepared in accordance with the ESMF and furnished to the Association for review and approval, and is disclosed, as required by the ESMF, once the Association's approval has been granted;

Procurement Method	
(a)	Limited International Bidding
(b)	National Competitive Bidding (*subject to the following additional provision, namely that the Recipient shall use the standard bidding documents of the Association or other bidding documents agreed upon with the Association prior to their use*)
(c)	Shopping
(d)	Direct Contracting
(e)	Force Account
(f)	Community Participation procedures which have been found acceptable to the Association

C. Particular Methods of Procurement of Consultants' Services

1. **Quality- and Cost-based Selection.** Except as otherwise provided in paragraph 2 below, consultants' services shall be procured under contracts awarded on the basis of Quality- and Cost-based Selection.

2. **Other Methods of Procurement of Consultants' Services.** The following table specifies methods of procurement, other than Quality- and Cost-based Selection, which may be used for consultants' services. The Procurement Plan shall specify the circumstances under which such methods may be used.

Procurement Method	
(a)	Least Cost Selection
(b)	Individual Consultants
(c)	Selection based on Consultant Qualifications

D. Review by the Association of Procurement Decisions

The Procurement Plan shall set forth those contracts which shall be subject to the Association's Prior Review. All other contracts shall be subject to Post Review by the Association.

Amount (in CFA Francs)	Date not later than which the amount shall be deposited in the Project Counterpart Funds Account
2,000,000,000	Effectiveness
2,000,000,000	April 30, 2015

3. The Recipient shall ensure that all amounts deposited in the Project Counterpart Funds Account shall be used exclusively to pay for Eligible Expenditures.

Section II. Project Monitoring, Reporting and Evaluation

A. Project Reports

The Recipient shall monitor and evaluate the progress of the Project and prepare Project Reports in accordance with the provisions of Section 4.08 of the General Conditions and on the basis of indicators acceptable to the Association. Each Project Report shall cover the period of one (1) calendar quarter, and shall be furnished to the Association not later than one (1) month after the end of the period covered by such report.

B. Financial Management, Financial Reports and Audits

1. The Recipient shall maintain or cause to be maintained a financial management system in accordance with the provisions of Section 4.09 of the General Conditions.

2. Without limitation upon the provisions of Part A of this Section, the Recipient shall prepare and furnish to the Association not later than one (1) month after the end of each calendar quarter, interim unaudited financial reports for the Project covering the quarter, in form and substance satisfactory to the Association.

3. The Recipient shall have its Financial Statements audited in accordance with the provisions of Section 4.09 (b) of the General Conditions. Each audit of the Financial Statements shall cover the period of one (1) Fiscal Year of the Recipient. The audited Financial Statements for each such period shall be furnished to the Association not later than six (6) months after the end of such period.

C. Financial Management Covenants

1. In order to ensure the timely carrying out of the audits referred to in Part B.3 of this Section II, the Recipient shall, not later than three (3) months after the Effective Date; appoint an external auditor, in accordance with the provisions of Section III of this Schedule.

B. Withdrawal Conditions; Withdrawal Period

1. Notwithstanding the provisions of Part A of this Section, no withdrawal shall be made for payments made prior to the date of this Agreement.

2. The Closing Date is October 31, 2015.

21. "Micro-project Matching Grant" means any grant made or proposed to be made to a Beneficiary under Part 3(c) of the Project.

22. "Micro-project Matching Grant Agreement" means each agreement to be entered into between the Recipient and a Beneficiary for the purpose of financing a Micro-project under Part 3(c) of the Project.

23. "Ministry of Agriculture and Livestock" or "MAE" means the Recipient's ministry responsible for agriculture and livestock, and any successor thereto.

24. "Ministry of Fisheries and Aquaculture" means the Recipient's ministry responsible for fisheries and aquaculture, and any successor thereto.

25. "Operating Costs" means incremental operating costs arising under the Project on account of Project coordination, implementation and monitoring activities undertaken by the implementing agencies of the Recipient, including, office supplies, vehicle operation and maintenance costs, utilities, communication charges, per diems and travel allowances, but excluding the salaries of the Recipient's civil service.

26. "Original Financing Agreement" means the financing agreement for the Agricultural Development and Rural Roads Rehabilitation Project between the Recipient and the Association, dated September 6, 2007, as amended to date (Grant No H302-COB).

27. "Original Project" means the Project described in the Original Financing Agreement.

28. "Procurement Guidelines" means the "Guidelines: Procurement of Goods, Works and Non-consulting Services under IBRD Loans and IDA Credits and Grants by World Bank Borrowers", dated January 2011.

29. "Procurement Plan" means the Recipient's procurement plan for the Project, dated December 17, 2013, and referred to in paragraph 1.18 of the Procurement Guidelines and paragraph 1.25 of the Consultant Guidelines, as the same shall be updated from time to time in accordance with the provisions of said paragraphs.

30. "Project Areas" means the following territorial entities of the Recipient: Bouenza, Brazzaville, Cuvette, Kouilou, Lekoumou, Niari, Plateau, Pointe Noire, Pool and Sangha.

31. "Project Counterpart Funds Account" means the account to be established and maintained by the Recipient in accordance with the provisions of Section I.F of Schedule 2 to this Agreement.

APPENDIX

Section I. Definitions

1. "Affected Persons" means persons who, on account of the execution of the Project would suffer direct economic and social impacts resulting in: (a) relocation or loss of shelter; (b) loss of assets or access to assets; (c) loss of income sources or means of livelihood, whether or not the affected persons must move to another location; and (d) adverse impacts on the livelihoods of the affected persons.

2. "AGRI-CONGO" means the Recipient's Institute for Development Support established and operating pursuant to the Agrisud-International's agreement dated June 20, 1996.

3. "Annual Work Plan and Budget" means the work plan and budget prepared annually by the Recipient in accordance with the provisions of Section I.B.2 of Schedule 2 to this Agreement.

4. "Anti-Corruption Guidelines" means the "Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Projects Financed by IBRD Loans and IDA Credits and Grants", dated October 15, 2006, and revised in January 2011.

5. "Beneficiary" means a Producer Association or any other entity eligible to receive a Micro-project Matching Grant, in accordance with criteria set forth in the Project Implementation Manual.

6. "Category" means a category set forth in the table in Section IV of Schedule 2 to this Agreement.

7. "CDTA" means the Recipient's Center for Demonstration of Agricultural Technologies *(Centre de Démonstration des Techniques Agricoles)* established and operating pursuant to Ministerial Order Number 9103/MAE-CAB.

8. "CFA Franc" means the franc of the Central Africa Economic and Monetary Community, whose common central bank is the Bank of Central African States.

9. "CNSA" means the Recipient's National Center for Improved Agricultural Inputs (*Centre National des Semences Améliorées*) established and operating pursuant to the presidential decree Number 83/11 of January 11, 1983.

10. "Consultant Guidelines" means the "Guidelines: Selection and Employment of Consultants under IBRD Loans and IDA Credits and Grants by World Bank Borrowers", dated January 2011.

Supplemental Letter

REPUBLIC OF CONGO

Feb 19, 2014

International Development Association
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
United States of America

Re: ***Credit Number 5362-CG***
Agricultural Development and Rural Roads Rehabilitation Project
(Additional Financing)
Section 5.01 of the General Conditions - Financial and Economic Data

Dear Sirs:

In connection with the Financing Agreement (Financing Agreement) of this date between the Republic of Congo (the Member Country) and the International Development Association (the Association) providing financing (the Financing) for the above-captioned project, and the General Conditions (the General Conditions) made applicable to the Financing Agreement, I am writing on behalf of the Member Country to set forth the following:

1. We understand and agree that, for purposes of Section 5.01 of the General Conditions, the Member Country is required by the Association:

(a) to report "long-term external debt" (as defined in the World Bank's Debtor Reporting System Manual, dated January 2000 (DRSM)), in accordance with the DRSM, and in particular, to notify the Association of new "loan commitments"(as defined in the DRSM) not later than 30 days after the end of the quarter during which the debt is incurred, and to notify the Association of "transactions under loans" (as defined in the DRSM) once a year, not later than March 31 of the year following the year covered by the report; and

(b) to: (i) notify the Association at least three months prior to incurring any non-concessional long-term external debt, of its intention to incur such debt, together with the proposed terms of such debt; and (ii) afford the Association a reasonable opportunity to exchange views with the Member Country on the matter. For purposes of this paragraph, "non-concessional long-term external debt" means any long-term external debt (as defined in the DRSM), but excluding private debt (as so defined), with an estimated grant element (GE) calculated in the manner published from time to time by the Association (see, www.worldbank.org/ida under "reports") of less than (i) 35% or (ii) the GE for determining concessionality established by the International Monetary Fund in any Poverty Reduction and Growth Facility arrangement or Policy Support Instrument with the Member Country in effect at the time of such notice, whichever is higher.

"Section 3.02. *Service Charge and Interest Charge*

(a) *Service Charge.* The Recipient shall pay the Association a service charge on the Withdrawn Credit Balance at the rate specified in the Financing Agreement. The Service Charge shall accrue from the respective dates on which amounts of the Credit are withdrawn and shall be payable semi-annually in arrears on each Payment Date. Service Charges shall be computed on the basis of a 360-day year of twelve 30-day months.

(b) *Interest Charge.* The Recipient shall pay the Association interest on the Withdrawn Credit Balance at the rate specified in the Financing Agreement. Interest shall accrue from the respective dates on which amounts of the Credit are withdrawn and shall be payable semi-annually in arrears on each Payment Date. Interest shall be computed on the basis of a 360-day year of twelve 30-day months."

2. Paragraph 28 of the Appendix ("Financing Payment") is modified by inserting the words "the Interest Charge" between the words "the Service Charge" and "the Commitment Charge".

3. The Appendix is modified by inserting a new paragraph 32 with the following definition of "Interest Charge", and renumbering the remaining paragraphs accordingly:

"32. "Interest Charge" means the interest charge specified in the Financing Agreement for the purpose of Section 3.02(b)."

4. Renumbered paragraph 37 (originally paragraph 36) of the Appendix ("Payment Date") is modified by inserting the words "Interest Charges" between the words "Service Charges" and "Commitment Charges".

5. Renumbered paragraph 50 (originally paragraph 49) of the Appendix ("Service Charge") is modified by replacing the reference to Section 3.02 with Section 3.02(a).